

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 518

[2004/200314]

**13 NOVEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux**

Le Gouvernement wallon,

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes 75/442/CEE du 15 juillet 1975 relative aux déchets, modifiée par la directive 91/156/CEE du 18 mars 1991 et par la directive 91/692/CEE du 23 décembre 1991;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par le décret du 20 décembre 2001, partiellement annulé par l'arrêt n° 81/97 du 17 décembre 1997 de la Cour d'arbitrage, notamment l'article 9 et l'article 10, alinéas 3 et 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat donné le 2 mai 2001;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné en date du 6 septembre 2000;

Vu l'avis n° 31.553/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 mai 2001;

Considérant que l'article 10, alinéa 3, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets stipule que les personnes physiques ou morales qui, à titre professionnel, collectent ou transportent des déchets autres que dangereux sont soumises à enregistrement;

Considérant que le présent arrêté constitue un préalable à l'identification de l'ensemble des sociétés actives dans la collecte et le transport des déchets autres que dangereux et à toute mise en œuvre du régime taxatoire de collecteur-transporteur;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités**

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2° déchet : tout déchet défini comme tel par le décret;

3° déchet autre que dangereux : tout déchet ne répondant pas à la définition du déchet dangereux de l'article 2, 5° du décret;

4° collecte : l'activité de collecte telle que définie à l'article 2, 14° du décret;

5° transport : l'activité de transport telle que définie à l'article 2, 15° du décret;

6° Office : l'Office tel que visé à l'article 2, 24°, du décret;

7° Directeur général : le Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou son délégué;

8° Fonctionnaire chargé de la surveillance : le fonctionnaire chargé de la surveillance tel que visé à l'article 2, 25° du décret;

9° Ministre : le Ministre de l'Environnement.

**CHAPITRE II. — De l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux****Section 1<sup>re</sup>. — Principe de l'enregistrement**

**Art. 2.** La collecte et le transport, à titre professionnel, de déchets autres que dangereux sont soumis à enregistrement préalable.

Cet enregistrement vaut pour une période de cinq ans. L'enregistrement ne peut être cédé à un tiers.

L'enregistrement obtenu sur base de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets vaut enregistrement pour la collecte et le transport de ces déchets au sens du présent arrêté.

**Art. 3.** La liste des collecteurs et des transporteurs enregistrés est publiée annuellement au *Moniteur belge*.

**Section 2. — Procédure d'introduction et d'examen de la demande**

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** La demande d'enregistrement est introduite auprès de l'Office par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise contre récépissé à l'Office.

§ 2. Elle contient les indications et documents suivants :

1° S'il s'agit d'une personne physique :

a) l'identité et le domicile du demandeur;

b) le numéro de registre de commerce ou un enregistrement correspondant;

c) le numéro de T.V.A., s'il échet;

d) une description succincte des moyens techniques et humains affectés à la collecte ou au transport.

2° S'il s'agit d'une personne morale constituée sous forme de société commerciale :

- a) sa nature juridique et sa dénomination;
- b) l'indication du lieu du siège social et des sièges d'exploitation;
- c) le numéro de registre de commerce ou un enregistrement correspondant;
- d) le numéro de T.V.A., s'il échet;
- e) une description succincte des moyens techniques et humains affectés à la collecte ou au transport.

3° S'il s'agit d'une personne morale de droit public ou de droit privé non constituée sous forme de société commerciale :

- a) sa nature juridique et sa dénomination;
- b) l'indication du lieu du siège social et des sièges d'exploitation;
- c) le numéro de registre de commerce ou un enregistrement correspondant;
- d) le numéro de T.V.A., s'il échet;
- e) une description succincte des moyens techniques et humains affectés à la collecte ou au transport.

**Art. 5.** Dans les trente jours de la réception de la demande, l'Office vérifie si elle contient les indications et documents prévus à l'article 4.

Lorsque la demande n'est pas complète, l'Office indique les pièces ou les renseignements complémentaires visés à l'article 4 qu'il appartient au demandeur de fournir.

Lorsque la demande est complète, l'Office procède à l'enregistrement du demandeur.

L'Office notifie l'enregistrement au demandeur, par lettre à la poste.

Tout enregistrement est publié par extrait au *Moniteur belge*. Cet extrait mentionne l'identité du collecteur ou du transporteur de déchets non dangereux, le numéro et la période de validité de l'enregistrement.

#### Section 3. — De la radiation de l'enregistrement

**Art. 6.** Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1<sup>er</sup> février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, le Directeur général peut, après avoir recueilli les avis de l'Office et du fonctionnaire chargé de la surveillance, radier l'enregistrement, après qu'ait été donnée à son titulaire la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai donné; en cas d'urgence spécialement motivée, l'enregistrement peut être radié sans délai.

**Art. 7.** Toute décision prise en vertu de l'article 6 est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste. La radiation de l'enregistrement est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

#### Section 4. — Du recours contre la décision de radiation

**Art. 8.** Un recours auprès du Ministre est ouvert au titulaire de l'enregistrement, contre toute décision de radiation. Ce recours n'est pas suspensif.

**Art. 9.** A peine d'irrecevabilité, le recours est adressé au Ministre, par lettre recommandée à la poste, dans les vingt jours suivant la notification prévue à l'article 7.

**Art. 10.** Le Ministre statue sur le recours dans les nonante jours à dater de l'expiration du délai de recours. Il recueille, au préalable, l'avis du Directeur général.

**Art. 11.** La décision du Ministre est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste et est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

#### CHAPITRE III. — Des informations relatives à la livraison des déchets autres que dangereux

**Art. 12.** Tout collecteur ou transporteur transmet à l'Office une déclaration annuelle de collecte ou de transport de déchets dans laquelle sont consignées les mentions suivantes :

- 1° le numéro d'enregistrement;
- 2° le nom et l'adresse du déclarant ou de la personne physique agissant en son nom;
- 3° la période de référence couverte par la déclaration;
- 4° la nature et la quantité totale des déchets par producteur de déchet;
- 5° la destination des déchets par identification du centre de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. La déclaration est effectuée au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. Elle reprend les indications mentionnées à l'article 12 et contient les informations concernant l'année écoulée.

§ 2. Le déclarant, exerçant simultanément les activités de collecteur et de transporteur de déchets, introduit une déclaration unique.

§ 3. Le formulaire de déclaration peut être établi par le Ministre.

**Art. 14.** Le collecteur ou le transporteur est tenu de conserver une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq années.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

**Art. 15.** Tout collecteur ou tout transporteur de déchets autres que dangereux est tenu d'introduire, dans un délai de douze mois à compter de son entrée en vigueur, une demande d'enregistrement conformément à l'article 4.

Dans l'attente de l'enregistrement suite à une demande introduite conformément à l'alinéa précédent, le collecteur ou le transporteur peut poursuivre son activité.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 16.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 17.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 novembre 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 518

[2004/200314]

**13. NOVEMBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Registrierung der Sammler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, genehmigt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikeln 100 und 235;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 75/442/EWG vom 15. Juli 1975 über Abfälle, abgeändert durch die Richtlinie 91/156/EWG vom 18. März 1991 und durch die Richtlinie 91/692/EWG vom 23. Dezember 1991;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, abgeändert durch das Programmdekret vom 19. Dezember 1996 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Finanzen, Beschäftigung, Umwelt, bezuschusste Arbeiten, Wohnungswesen und sozialer Maßnahmen, durch das Dekret vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, durch das Programmdekret

vom 17. November 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen, durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, durch das Dekret vom 15. Februar 2001, durch das Dekret vom 20. Dezember 2001, teilweise aufgehoben durch das Urteil Nr. 81/97 vom 17. Dezember 1997 des Schiedshofs, insbesondere des Artikels 9 und des Artikels 10, Absätze 3 und 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Januar 2002, teilweise aufgehoben durch das Urteil Nr. 94.211 des Staatsrats vom 22. März 2001;

Aufgrund des am 6. September 2000 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 2. Mai 2001 abgegebenen Gutachtens Nr. 31.553/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass in Artikel 10, Absatz 3, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle festgelegt wird, dass die natürlichen oder juristischen Personen, die zu beruflichen Zwecken andere Abfälle als gefährliche Abfälle sammeln oder transportieren, einer Registrierung unterworfen sind;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass eine Vorbedingung zur Identifizierung der gesamten, in der Sammlung und dem Transport der anderen Abfälle als der gefährlichen Abfälle tätigen Gesellschaften und zur Durchführung des Steuersystems der Sammler-Transportunternehmer bildet;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt :

KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Im Sinne es vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen :

1° Dekret : das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° Abfall : jeglicher Abfall, der als solcher durch das Dekret bestimmt wird;

3° anderer Abfall als gefährlicher Abfall : jeglicher Abfall, der nicht der Definition des gefährlichen Abfalls des Artikels 2, 5° des Dekrets entspricht;

4° Sammlung : die Sammlung im Sinne des Artikels 2, 14° des Dekrets;

5° Transport : der Transport im Sinne des Artikels 2, 15° des Dekrets;

6° Amt : das Amt im Sinne des Artikels 2, 24° des Dekrets;

7° Generaldirektor : der Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder dessen Vertreter;

8° mit der Überwachung beauftragter Beamter : der mit der Überwachung beauftragte Beamte im Sinne des Artikels 2, 25° des Dekrets;

9° Minister : der Minister der Umwelt.

KAPITEL II. — *Registrierung der Sammler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen**Abschnitt 1 — Prinzip der Registrierung*

**Art. 2** - Die Sammlung und der Transport zu beruflichen Zwecken von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen unterliegen einer vorherigen Registrierung.

Diese Registrierung gilt für einen Zeitraum von fünf Jahren. Die Registrierung kann nicht an Drittpersonen abgetreten werden.

Die auf der Grundlage des Erlasses vom 14. Juni 2001 erhaltene Registrierung zur Förderung der Aufwertung gewisser Abfälle gilt als Registrierung für die Sammlung und den Transport dieser Abfälle im Sinne des vorliegenden Erlasses.

**Art. 3** - Die Liste der registrierten Sammler und Transportunternehmer wird jährlich im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

#### *Abschnitt 2 — Einreichungsverfahren und Prüfung des Antrags*

**Art. 4** - § 1. Der Registrierungsantrag wird beim Amt per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung eingereicht oder gegen Aufgabebescheinigung beim Amt ausgehändigt.

§ 2. Er enthält folgende Angaben und Unterlagen:

1° Im Falle einer natürlichen Person:

- a) die Identität und Anschrift des Antragstellers;
- b) die Nummer des Handelsregisters oder eine entsprechende Registrierung;
- c) gegebenenfalls die Nummer der Mehrwertsteuer;
- d) eine kurze Beschreibung der für die Sammlung oder den Transport eingesetzten technischen und menschlichen Mittel.

2° Im Falle einer als Handelsgesellschaft konstituierten juristischen Person:

- a) ihre Rechtsform und Bezeichnung;
- b) die Ortsangabe des Gesellschaftssitzes und der Betriebssitze;
- c) die Nummer des Handelsregisters oder eine entsprechende Registrierung;
- d) gegebenenfalls die Nummer der Mehrwertsteuer;
- e) eine kurze Beschreibung der für die Sammlung oder den Transport eingesetzten technischen und menschlichen Mittel.

3° Im Falle einer juristischen Person öffentlichen oder privaten Rechts, die nicht als Handelsgesellschaft konstituiert ist:

- a) ihre Rechtsform und Bezeichnung;
- b) die Ortsangabe des Gesellschaftssitzes und der Betriebssitze;
- c) die Nummer des Handelsregisters oder eine entsprechende Registrierung;
- d) gegebenenfalls die Nummer der Mehrwertsteuer;
- e) eine kurze Beschreibung der für die Sammlung oder den Transport eingesetzten technischen und menschlichen Mittel.

**Art. 5** - Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Antrags überprüft das Amt, ob dieser die in Artikel 4 vorgesehenen Angaben und Unterlagen enthält.

Wenn ein Antrag nicht vollständig ist, gibt das Amt die in Artikel 4 erwähnten zusätzlichen Unterlagen oder Auskünfte an, die der Antragsteller zu übermitteln hat.

Wenn der Antrag vollständig ist, nimmt das Amt die Registrierung des Antragstellers vor.

Das Amt stellt dem Antragsteller die Registrierung durch die Post zu.

Jede Registrierung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. In jedem Auszug werden die Identität des Sammlers oder Transportunternehmers von nicht gefährlichen Abfällen, die Registrierungsnummer und der Gültigkeitszeitraum der Registrierung angegeben.

#### *Abschnitt 3 — Streichung der Registrierung*

**Art. 6** - Auf der Grundlage eines Protokolls, durch das ein Verstoß gegen die Verordnung 259/93/EWG des Rates vom 1. Februar 1993 zur Überwachung und Kontrolle der Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft, das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und deren Durchführungserlasse festgestellt wird, kann der Generaldirektor nach Einholung der Gutachten des Amtes und des mit der Überwachung beauftragten Beamten die Registrierung streichen, nachdem deren Inhaber die Möglichkeit gegeben wurde, seine Verteidigungsgründe geltend zu machen und seine Lage innerhalb einer gegebenen Frist in Ordnung zu bringen; in einem besonders begründeten Dringlichkeitsfall kann die Registrierung fristlos gestrichen werden.

**Art. 7** - Jeder aufgrund des Artikels 6 gefasste Beschluss wird der betroffenen Person per Einschreiben bei der Post zugestellt. Die Streichung der Registrierung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

#### *Abschnitt 4 — Einspruch gegen den Streichungsbeschluss*

**Art. 8** - Dem Inhaber der Registrierung steht es offen, beim Minister Einspruch gegen jeglichen Streichungsbeschluss zu erheben. Dieser Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung.

**Art. 9** - Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch innerhalb von zwanzig Tagen ab der in Artikel 7 vorgesehenen Zustellung dem Minister per Einschreiben bei der Post übermittelt.

**Art. 10** - Der Minister fasst innerhalb von neunzig Tagen nach Ablauf der Frist für den Einspruch einen Beschluss über den Letzteren. Er holt vorher das Gutachten des Generaldirektors ein.

**Art. 11** - Der Beschluss des Ministers wird der betroffenen Person per Einschreiben bei der Post zugestellt und auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

#### *KAPITEL III — Informationen über die Lieferung von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen*

**Art. 12** - Jeder Sammler oder Transportunternehmer übermittelt dem Amt eine jährliche Erklärung über die Sammlung oder den Transport von Abfällen, in der folgende Angaben festgehalten werden :

- 1° die Registrierungsnummer;
- 2° der Name und die Anschrift des Meldepflichtigen oder der in seinem Namen handelnden natürlichen Person;
- 3° die von der Erklärung gedeckte Bezugsperiode;
- 4° die Art und Gesamtmenge der Abfälle pro Abfallerzeuger;
- 5° der Bestimmungsort der Abfälle durch die Identifizierung des Zwischenlagerungs-, Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Aufwertungszentrums.

**Art. 13** - § 1. Die Erklärung wird spätestens am sechzigsten Tag nach Ablauf des Bezugsjahres durchgeführt. Sie enthält die in Artikel 12 angeführten Angaben und die Informationen bezüglich des abgelaufenen Jahres.

§ 2. Der Meldepflichtige, der gleichzeitig die Sammlung und den Transport von Abfällen tätigt, reicht eine einzige Erklärung ein.

§ 3. Das Erklärungsformular kann von dem Minister erstellt werden.

**Art. 14** - Der Sammler oder Transportunternehmer ist verpflichtet, während eines Zeitraums von mindestens fünf Jahren eine Abschrift der jährlichen Erklärung aufzubewahren.

KAPITEL V — *Übergangsbestimmungen*

**Art. 15** - Jeder Sammler oder Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen ist verpflichtet, innerhalb einer Frist von 12 Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses einen Registrierungsantrag gemäß Artikel 4 einzureichen.

In Erwartung der Registrierung infolge eines gemäß dem vorhergehenden Absatz eingereichten Antrags kann der Sammler oder Transportunternehmer seine Tätigkeit weiter ausüben.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

**Art. 16** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 17** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. November 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 518

[2004/200314]

**13 NOVEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de registratie van ophalers en vervoerders van andere dan gevaarlijke afvalstoffen**

De Waalse Regering,

Gelet op het verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 100 en 235;

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 75/442/EEG van 15 juli 1975 betreffende afvalstoffen, gewijzigd bij de richtlijn 91/156/EEG van 18 maart 1991 en bij de richtlijn 91/692/EEG van 23 december 1991;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, gewijzigd bij het programmadecreet van 19 december 1996 houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie, bij het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, bij het Programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, bij het decreet van 15 februari 2001, bij het decreet van 20 december 2001, gedeeltelijk vernietigd door het arrest nr. 81/97 van 17 december 1997 van het Arbitragehof, inzonderheid op artikel 9 en op artikel 10, derde en vierde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot samenstelling van een afvalcatalogus, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 januari 2002, gedeeltelijk vernietigd door het arrest nr. 94.211 van de Raad van State van 22 maart 2001;

Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie, uitgebracht op 6 september 2000;

Gelet op het advies nr. 31.553/4 van de Raad van State, uitgebracht op 2 mei 2001;

Overwegende dat artikel 10, derde lid, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen bepaalt dat natuurlijke personen of rechtspersonen die beroepshalve andere dan gevaarlijke afvalstoffen ophalen of vervoeren aan registratie onderworpen zijn;

Overwegende dat dit besluit noodzakelijk is voor de identificatie van alle maatschappijen die andere dan gevaarlijke afvalstoffen ophalen en vervoeren en voor elke tenuitvoerlegging van het belastingstelsel ophaler-vervoerder;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° afvalstof : elke afvalstof zoals bedoeld in het decreet;

3° andere dan gevaarlijke afvalstof : elke afvalstof die niet beantwoordt aan de definitie van gevaarlijke afvalstof zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet;

4° inzameling : de ophaal zoals bedoeld in artikel 2, 14°, van het decreet;

5° vervoer : het vervoer zoals bedoeld in artikel 2, 15°, van het decreet;

6° Dienst : de Dienst zoals bedoeld in artikel 2, 24°, van het decreet;

7° Directeur-generaal : de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest of zijn afgevaardigde;

8° toezichthoudende ambtenaar : de ambtenaar belast met het toezicht zoals bedoeld in artikel 2, 25°, van het decreet;

9° Minister : de Minister van Leefmilieu.

HOOFDSTUK II. — *Registratie van de ophalers en vervoerders van andere dan gevaarlijke afvalstoffen**Afdeling 1. — Registratieprincipe*

**Art. 2.** De inzameling en het vervoer beroepshalve van andere dan gevaarlijke afvalstoffen worden onderworpen aan een voorafgaande registratie.

De registratie geldt voor een periode van vijf jaar. De registratie kan niet aan een derde worden afgestaan.

De registratie verkregen op basis van het besluit van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, geldt als registratie voor de inzameling en het vervoer van die afvalstoffen in de zin van dit besluit.

**Art. 3.** De lijst van de geregistreerde ophalers en vervoerders wordt jaarlijks bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

*Afdeling 2. — Procedure voor de indiening en het onderzoek van de aanvraag*

**Art. 4. § 1.** De registratieaanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de Dienst gericht of tegen ontvangstbewijs bij de Dienst afgegeven.

§ 2. De aanvraag bevat de volgende gegevens en stukken :

1° voor een natuurlijke persoon :

- a) de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;
- b) het handelsregisternummer of een gelijkaardige registratie;
- c) het BTW-nummer in voorkomend geval;
- d) een korte omschrijving van de technische en menselijke middelen ingezet voor de inzameling of het vervoer.

2° voor een rechtspersoon in de vorm van een handelsvennootschap :

- a) de rechtsvorm en de benaming;
- b) de melding van de plaats waar de vennootschapszetel en de bedrijfszetels gevestigd zijn;
- c) het handelsregisternummer of een gelijkaardige registratie;
- d) het BTW-nummer in voorkomend geval;
- e) een korte omschrijving van de technische en menselijke middelen ingezet voor de inzameling of het vervoer.

3° voor een publiekrechtelijke rechtspersoon die niet in de vorm van een handelsvennootschap is opgericht :

- a) de rechtsvorm en de benaming;
- b) de melding van de plaats waar de vennootschapszetel en de bedrijfszetels gevestigd zijn;
- c) het handelsregisternummer of een gelijkaardige registratie;
- d) het BTW-nummer in voorkomend geval;
- e) een korte omschrijving van de technische en menselijke middelen ingezet voor de inzameling of het vervoer.

**Art. 5.** De Dienst gaat binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag na of ze de in artikel 4 bedoelde gegevens en stukken bevat.

Indien de aanvraag onvolledig is, wijst de Dienst de aanvrager op de in artikel 4 bedoelde gegevens of stukken die hij moet verstrekken.

Indien de aanvraag volledig is, wordt de aanvrager door de Dienst geregistreerd.

De Dienst geeft de aanvrager kennis van de registratie per post.

Elke registratie wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Het uittreksel vermeldt de identiteit van de ophaler of vervoerder van andere dan gevaarlijke afvalstoffen, het nummer en de geldigheidsperiode van de registratie.

*Afdeling 3. — Schraping van de registratie*

**Art. 6.** Op grond van een proces-verbaal tot vaststelling van een overtreding van Verordening 259/93/EEG van de Raad van 1 februari 1993 met betrekking tot de overbrenging van afvalstoffen bij de invoer in, de uitvoer uit en binnen de Europese Gemeenschap, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en de toepassingsbesluiten ervan, kan de directeur-generaal, na advies van de dienst en van de toezichthoudende ambtenaar, de registratie schrappen nadat de houder van de registratie de mogelijkheid werd gegeven zijn verweermiddelen te laten gelden en orde op zaken te stellen binnen een voorgeschreven termijn; in geval van speciaal gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan de registratie onmiddellijk geschrapt worden.

**Art. 7.** Elk besluit genomen krachtens artikel 6 wordt bij ter post aangetekend schrijven aan betrokkene meegedeeld. De schraping van de registratie wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

*Afdeling 4. — Beroep tegen de schraping*

**Art. 8.** De houder van de registratie kan bij de Minister een beroep indienen tegen elk besluit tot schraping. Dat beroep is niet opschortend.

**Art. 9.** Het beroep wordt op straffe van onontvankelijkheid binnen twintig dagen na de in artikel 7 bedoelde mededeling bij ter post aangetekend schrijven aan de Minister gericht.

**Art. 10.** De Minister beslist over het beroep binnen een termijn van negentig dagen, te rekenen van de vervaldatum van het beroep. Hij wint eerst het advies van de Directeur-generaal in.

**Art. 11.** Het besluit van de Minister wordt bij ter post aangetekend schrijven aan betrokkene meegedeeld en bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK III. — *Informatie over de levering van andere dan gevaarlijke afvalstoffen*

**Art. 12.** Elke ophaler of vervoerder bezorgt de Dienst een jaarlijkse aangifte i.v.m. de inzameling of het vervoer van afvalstoffen, waarin de volgende gegevens voorkomen :

1° het registratienummer;

2° de naam en het adres van de aangever of de natuurlijke persoon die in zijn naam handelt;

3° de referentieperiode waarop de aangifte betrekking heeft;

4° de aard en de totale hoeveelheid afvalstoffen per afvalproducent;

5° de bestemming van de afvalstoffen door identificatie van het inzamelings-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatiecentrum.

**Art. 13.** § 1. De aangifte wordt gedaan uiterlijk de zestigste dag na het verstrijken van het referentiejaar. De aangifte bevat de aanwijzingen vermeld in artikel 12 en de gegevens betreffende het afgelopen jaar.

§ 2. De aangever die gelijktijdig afval ophaalt en vervoert, dient een eenmalige aangifte in.

§ 3. Het aangifteformulier kan opgesteld worden door de Minister.

**Art. 14.** De ophaler of de vervoerder bewaart minstens vijf jaar een afschrift van de jaarlijkse aangifte.

#### HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 15.** Elke ophaler of vervoerder van andere dan gevaarlijke afvalstoffen dient overeenkomstig artikel 4 een registratieaanvraag in binnen een termijn van twaalf maanden, met ingang van de inwerkingtreding ervan.

In afwachting van de registratie naar aanleiding van een aanvraag ingediend overeenkomstig het vorig lid, mag de ophaler of de vervoerder zijn activiteiten voortzetten.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 17.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 november 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 519

[2004/200313]

#### **11 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2003 relatif à la redevance de raccordement au réseau électrique et au réseau gazier**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 39 à 43;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2003 relatif à la redevance de raccordement au réseau électrique et au réseau gazier, notamment les articles 3 à 12;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 novembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 novembre 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné, le 3 décembre 2003;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur au 15 juillet 2003 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2003 relatif à la redevance de raccordement au réseau électrique et au réseau gazier, vu qu'en vertu de cet arrêté, les fournisseurs sont tenus de verser le montant de la redevance de raccordement trimestriellement et considérant les difficultés rencontrées par les fournisseurs pour respecter les obligations découlant de la tenue des différents registres;

Vu l'avis 36.092/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 novembre 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « arrêté » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2003 relatif à la redevance de raccordement au réseau électrique et au réseau gazier;

2<sup>o</sup> « Administration » : la Division de l'Energie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 2.** Les chapitres III à V de l'arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

#### « CHAPITRE III. — *Perception et versement de la redevance*

**Art. 3.** Tout fournisseur transmet au receveur général de la Région wallonne une déclaration de profession mentionnant :

1<sup>o</sup> la dénomination sociale du fournisseur;

2<sup>o</sup> son siège social et siège d'exploitation;

3<sup>o</sup> les coordonnées de la personne responsable de la perception et du versement de la redevance.

**Art. 4.** La perception de la redevance par le fournisseur est liée à la facture établie en fonction du relevé du compteur du client.

**Art. 5.** En vue de l'acquiescement de la redevance, le fournisseur est tenu de transmettre à l'administration, au plus tard le vingtième jour de chaque mois, une déclaration relative aux factures de consommation et aux factures intermédiaires qu'il a comptabilisées au cours du mois précédent. Cette déclaration doit être conforme au modèle établi par le Ministre et contenir toutes les indications nécessaires au calcul de la redevance.

Dans la déclaration mensuelle visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le fournisseur distingue les indications relatives aux factures de consommation de celles relatives aux factures intermédiaires.